

# Y A-T-IL UNE AUTRE VOIE QUE CELLE DE LA RAISON ?



**NILS ANDERSSON** \*

**R**ien ne peut arrêter les flux de l'Histoire, le système des relations internationales ne cesse de se recomposer avec de nouveaux acteurs étatiques, de nouveaux centres de pouvoirs et de nouveaux instruments de suprématie. Le monde après Kaboul modifie-t-il les constats que nous faisons en 2019<sup>1</sup> : le monde qui se profile peut-il être sage, égalitaire et démocratique, débarrassé de rêves de puissance, des mentalités de domination, des comportements d'arrogance qu'un État ou des États décident des droits et de la souveraineté d'autres peuples ? La réponse est non. Peut-on penser que les puissances émergentes se refusent au mal de la guerre et de l'ingérence et que cela restera un moyen de domination et d'exploitation consubstantielle à l'Occident ? Rien ne le laisse présager. Le capitalisme peut-il démentir Jaurès qui prévient, cinq jours avant son assassinat, que le capitalisme « *porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* » ? La succession des guerres, de celle du Golfe à celle de Libye, après la chute du Mur annoncée comme une ère de paix, témoigne que la guerre est partie du système.

Pour confirmer ou infirmer ces constats, il semble nécessaire au préalable de convenir s'il y a un monde après Kaboul, comme il y a

---

\* ANCIEN ÉDITEUR, ESSAYISTE.

<sup>1</sup> Nils Andersson, « Relations internationales, prévisions sur l'imprévisible », *La Pensée* n° 399, 2019.

eu un monde après la chute du Mur, un monde après la Seconde Guerre mondiale et un monde après la Première Guerre mondiale.

## De l'après-Première guerre mondiale à l'après Kaboul

58

Le monde après la Première Guerre mondiale marque l'affaiblissement de la domination des puissances européennes. Domination commencée au tournant du xvi<sup>e</sup> siècle quand l'Espagne, le Portugal et les banquiers génois mettent le pied en Amériques, en Afrique et ouvrent la route maritime des Indes. Conquêtes coloniales qui furent ensuite le fait de l'Angleterre, des Pays-Bas, de la France, suivi par la Belgique, l'Allemagne, l'Italie et déplaçant ses limes, de la Russie. Au tournant du xx<sup>e</sup> siècle, le soleil ne se couche plus sur les empires coloniaux européens, mais à Versailles, l'Europe meurtrie par la guerre n'est plus le centre du monde, les États-Unis prennent rang de grande puissance et le Japon acquiert un strapontin. Après la Première Guerre mondiale, la carte du monde n'est plus celle du tournant du xx<sup>e</sup> siècle.

Le monde après la Seconde Guerre mondiale est sous le sceau de Yalta, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union soviétique décident du partage de l'Europe et les États-Unis s'affirment comme la principale puissance. L'Europe de Schuman, de Gasperi et Adenauer se reconstruit avec l'aide économique de Washington et se place sous sa protection militaire. Stephen Spender fait alors ce constat : « *L'idée qu'évoque désormais l'avenir de l'Europe, c'est que le continent que nous avons connu, le centre de la civilisation occidentale, la source de culture d'où sont parties toutes les influences qui se sont exercées sur les Amériques, les dominions et les colonies des puissances impérialistes, cette orgueilleuse Europe-là touche peut-être au terme de son existence.* »<sup>2</sup> L'après 1945 sera dominé par la contradiction qui oppose irréductiblement le bloc occidental au bloc soviétique et par la décolonisation de l'Asie et de l'Afrique, symbolisées par Bandoeng, qui ne signifie pas la fin du colonialisme, mais celle des empires coloniaux. Après la Seconde Guerre mondiale, la carte du monde n'est plus celle des années 1930.

---

<sup>2</sup> Conférence de Stephen Spender lors des Rencontres internationales de Genève en 1946, *L'Esprit européen*, Éditions La Baconnière, 1947.

## Y A-T-IL UNE AUTRE VOIE QUE CELLE DE LA RAISON ?

Le monde d'après la chute du Mur résulte de la désagrégation de l'URSS et du camp socialiste, ce qui met fin à quarante-cinq ans de guerre froide et au spectre, pour le monde capitaliste, de la révolution socialiste. Les États-Unis et leurs alliés occidentaux, idéologiquement, économiquement et militairement hégémoniques, se proclament « *gendarme du monde* ». Comme au meilleur (au pire pour l'histoire humaine) temps du colonialisme, *State building*, il s'agit, sous la houlette des États-Unis - guerres du Golfe, de Bosnie, du Kosovo, de Somalie, du Rwanda, d'Irak, d'Afghanistan, de Libye, de Syrie, du Sahel - d'affirmer plus encore sa domination et, au prix de pays dévastés et de populations déchirées, de configurer les sociétés selon le mode de penser occidental, de les passer au moule de la démocratie libérale, du néolibéralisme économique et de l'idéologie politique individualiste du capitalisme. Après la chute du Mur, la carte du monde n'est plus celle de la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle.

Le monde d'après Kaboul marque dans un temps bref la fin de ce qui s'annonçait comme un long temps de suprématie états-unienne et Occidentale, Kaboul est le révélateur et le symbole de l'échec du « *nouvel ordre mondial* », échec d'une politique illusionnée par la victoire sur le camp socialiste. Le constat est sans appel, le temps où il suffisait aux puissances occidentales de poser le pied en un lieu pour imposer leur suprématie sous le sceau du « *racialisme blanc* »<sup>3</sup> n'est plus. Elles sont aujourd'hui en mesure de gagner des guerres, mais dans l'impossibilité d'imposer leur paix<sup>4</sup>. Piège de l'Histoire, la mondialisation capitaliste est le cheval de Troie qui a favorisé l'émergence de puissances non occidentales, émergence soulignant l'affaiblissement de la place et du rôle de l'Europe. Les deux guerres mondiales européennes, la décolonisation et, paradoxalement, la chute de l'Union soviétique sont des marqueurs de cet affaiblissement. Après Kaboul, la carte du monde n'est plus celle des années 1990.

Réalités qui amène Henri de Castries, président du comité de direction du groupe Bilderberg, à faire le constat que « *Les nations occidentales doivent faire leur deuil de la "mission civilisatrice*

<sup>3</sup> Pour reprendre la formulation de Tsvetan Todorov.

<sup>4</sup> En Afghanistan, Irak, Syrie, Libye, Sahel...

*universelle” qu’elles se sont donnée pendant plusieurs siècles... Le déclin de l’Occident implique un risque de disparition dans deux cas : si nous cherchons une logique “confrontationnelle”, qui répondrait à la logique non souhaitable du “quitte ou double” ou si nous ne faisons rien... »<sup>5</sup> Ce constat émanant du cercle le plus étroit et influent de l’oligarchie néo-libérale laisse à penser que cela justifie attention.*

Mais le monde d’après Kaboul ne peut être dissocié d’un autre événement, la pandémie du Covid-19, première pandémie se propageant mondialement en un temps bref. Il ne s’agit pas d’une troisième guerre mondiale, ni de la désagrégation d’un empire, mais d’un événement planétaire bouleversant les sociétés et les économies et ayant pour conséquence d’accélérer des processus qui modifient la géopolitique du monde et d’exacerber des tensions entre puissances. Les incidences et la durée de la pandémie laisse à penser que l’après dans lequel nous entrons ne sera pas le monde de l’après Kaboul, mais le monde de l’après covid-19. Quel sera-t-il ?

60 Avis de stratège : « *La fin d’un cycle se profile. Les conflits se durcissent et l’affrontement États contre États au sein d’une coalition n’est plus une utopie.* »<sup>6</sup> Implacable constat que confirme l’engagement de la France, de l’Europe et du monde dans une course aux armements et à élaborer des stratégies de guerres interétatiques de haute intensité.

## Lucidité et réalisme

Entre le quitte ou double et le rien d’Henri de Castries se décide le devenir du monde. Il serait dangereux de faire montre de cécité ou de déni, les nouveaux rapports de forces planétaires comportent des défis majeurs pour tous les peuples. Si on limite son attention au continent d’où l’on parle, nul ne peut contester que le xx<sup>e</sup> siècle a signifié pour l’Europe la fin de sa domination absolue sur des peuples et la fin de sa mainmise sur d’immenses territoires, mais il a aussi été le siècle de la fin de sa suprématie industrielle. Alors que l’Europe fut à l’origine des deux premières révolutions industrielles et technologiques, la machine et l’énergie, ce qui a contribué à affirmer sa domination économique et militaire,

<sup>5</sup> « La fin du monde occidental ? », *Revue de la Défense nationale*, n° 838, 2021.

<sup>6</sup> Jean-Raphaël Drahi, « Vision stratégique du CEMAT », *TIM, Terre Information Magazine*, juin 2020.

## Y A-T-IL UNE AUTRE VOIE QUE CELLE DE LA RAISON ?

elle se voit aujourd'hui dépassée dans la troisième révolution industrielle, celle des technologies de la communication et de l'information par les États-Unis, la Russie, la Chine et l'Inde, ce qui a comme conséquence de la déclasser militairement. S'ajoute à ce déclassement militaire un déclin démographique, une diminution de la part du savoir enseigné, de graves dysfonctionnements du modèle démocratique. En résulte une crise sociétale où des sentiments de supériorité profondément ancrés (enseignés même) sont exacerbés par des peurs de l'autre, des craintes d'invasion, crise amplifiée et surdéterminée par le défi majeur et impérieux que représente la menace écologique.

Cela étant, *realpolitik*, le monde occidental, l'Europe alliée aux États-Unis et son réseau d'alliances, reste la principale puissance économique et monétaire et, avec l'OTAN militaire dans le monde<sup>7</sup>. Mais, *realpolitik* toujours, Henri de Castries ajoute dans l'article cité : « Si l'Occident sous le parapluie des États-Unis conserve pour l'instant l'avantage, une confrontation s'avérerait incertaine... » Resserrement des rapports de forces militaires, mais aussi économiques, le monde occidental qui représentait plus de 50 % du PIB mondial en 1975, en représente aujourd'hui moins du tiers et le *soft Power* de l'Occident, comme modèle de civilisation, de démocratie, de respect des droits humains, se voit gravement entaché par les réalités du libéralisme économique, des logiques industrielles et financières capitalistes, de l'exploitation sans limites des richesses naturelles, du système néocolonial, du recours à la guerre et à la violence, de la négation et du mépris de l'autre qui fondent ses politiques<sup>8</sup>.

61

Les profonds changements qui s'opèrent dans le monde imposent la lucidité. Les antagonismes entre puissances capitalistes sont inéluctables au stade actuel comme dans les périodes antérieures et leur intensité ne peut que s'amplifier dans un capitalisme concurrentiel mondialisé. Ces contradictions se manifestent aujourd'hui ouvertement dans la zone Asie-Pacifique

---

<sup>7</sup> Les trente États membres de l'OTAN représentent, en 2021, près de 52 % des dépenses militaires dans le monde.

<sup>8</sup> La pandémie, conséquence de la libre concurrence et des profits, a fortement participé à révéler les insuffisances des systèmes de santé dans les pays les plus développés, en même temps qu'elle a révélé leur cynisme et leur indifférence dans le partage des moyens d'endiguer le Covid-19 dans les pays pauvres.

entre les États-Unis et la Chine, considérée comme un « *rival systémique* »<sup>9</sup> et sur le continent européen par les tensions aux frontières de la Russie considérée comme une menace pour « *l'ordre libéral international* »<sup>10</sup>. Ces confrontations prennent un caractère direct là où les puissances antagonistes interfèrent et se côtoient militairement comme l'Ukraine, la Crimée, l'Irak, la Syrie, la Libye, le Sahel, le détroit d'Ormuz, l'Afghanistan, l'océan Indien, le golfe du Bengale, la mer de Chine, la mer du Japon, la mer de Béring. Ce à quoi, dans un monde profondément déstabilisé, viennent s'ajouter les ambitions de puissances comme l'Inde, de puissances régionales comme la Turquie, Israël, l'Indonésie, le Brésil... et les déchirures de l'Histoire, ethniques, religieuses, qui couvent sous la cendre et sont prêtes à se réactiver chez de nombreux peuples. Autant de risques et de raisons à conflits qui peuvent être des Sarajevo ou des Dantzig. Tels sont les interrogations et les défis de l'après Kaboul.

62

## **La double contradiction : interimpérialiste et idéologique**

Ce qui distingue aussi l'après Kaboul de la guerre froide, c'est que la contradiction entre la Chine et les États-Unis n'est pas une contradiction entre capitalisme et socialisme, mais une contradiction idéologique dans un cadre capitaliste qui dépasse celui strictement concurrentiel, l'enjeu étant la suprématie mondiale. Une contradiction d'autant plus aiguë que, pour la première fois dans l'Histoire du capitalisme, cette suprématie oppose une puissance occidentale à une puissance non occidentale, une contradiction inter-impérialiste à nulle autre pareille étant donné l'importance des populations engagées, des espaces terrestres, maritimes et spatiaux concernés, des capacités militaires et technologiques en mesure d'être déployées.

Le pire n'est jamais certain, ainsi en a-t-il été de la menace atomique dans la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle ; encore faut-il, pour y parer, avoir conscience de la menace et créer les conditions, dans

---

<sup>9</sup> Commission européenne, 12 mars 2019, dans le communiqué de l'OTAN, 14 juin 2021, il s'agit de « *défis systémiques* ».

<sup>10</sup> Jo Biden, Forum économique mondial de Davos, 18 janvier 2017.

## Y A-T-IL UNE AUTRE VOIE QUE CELLE DE LA RAISON ?

le système des relations internationales, au niveau des politiques nationales et par la mobilisation des opinions publiques pour s'opposer aux discours de puissances, aux menées interventionnistes et à la militarisation des esprits, qui s'inscrivent dans une logique de guerre.

Le déplacement du centre de gravité politique, économique et militaire du monde de l'Atlantique et la Méditerranée au Pacifique et à la mer de Chine avec la décision, en 2011, du président Obama, de l'administration US et du Pentagone que le « *pivot américain* » ne se situe plus en Europe, mais dans le Sud-est asiatique, n'est pas un simple ajustement stratégique, il prend acte d'un nouvel équilibre géopolitique entre les deux centres civilisationnels que sont la Mésopotamie et la Méditerranée, la Chine et l'Indus. Johann P. Arneson écrit à ce propos : « *Il conviendrait de définir plus spécifiquement la dimension culturelle comme un domaine de significations constitutives, c'est-à-dire reliant l'articulation du monde à la régulation de la vie sociale [d'où la nécessité] de comparer les civilisations selon l'intensité et le succès de leurs efforts pour imposer l'unité politique – c'est-à-dire leurs projets impériaux. Certaines ont donné naissance à des formations impériales plus durables et plus unifiées que d'autres. Ici, les exemples par excellence sont la Chine d'une part, l'Inde et la chrétienté d'Occident de l'autre.* »<sup>11</sup> C'est là une composante de la contradiction entre les États-Unis, les puissances occidentales et la Chine : à la contradiction politique, économique, militaire, s'ajoute celle culturelle, civilisationnelle, une contradiction qui se manifeste également, avec ses différences, aux marges du monde occidental avec la Russie. Le sujet nécessiterait une approche historique, anthropologique, sociologique. On se limitera ici à noter des manifestations qui témoignent de cette contradiction ethnico-civilisationnelle.

Si les écrits laudatifs de Marco Polo sur la richesse de la Chine sont contestés, dans *China and the Knowledge Economy seizing the 21st Century*, édité par la Banque mondiale<sup>12</sup>, on lit : « *Pendant une longue partie de l'histoire, la Chine a été l'économie la plus importante*

<sup>11</sup> Johann P. Arneson, *La Comparabilité des civilisations*, Eurostudia, 2008.

<sup>12</sup> Carl J. Dahlman, Jean-Eric Aubert, *China and the Knowledge Economy seizing the 21st Century*.

*et la plus avancée du monde. Au cours des 2 000 dernières années, la part de la Chine dans le PIB mondial a oscillé autour de 25 % jusqu'à la fin des années 1700. En 1820, la Chine représentait 33 % du PIB mondial. »*

À partir de cette date en raison de troubles et de conflits internes, de l'exploitation étrangère, de la guerre de l'opium, des Traités inégaux, la Chine connaît un grave déclin politique et économique. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la conquête du monde par les puissances occidentales est à son apogée et la Chine est humiliée par le Royaume-Uni, les États-Unis et la France en même temps qu'est brandi l'épouvantail du « *péril jaune* » que représenterait la masse chinoise.

64

Discours idéologique s'inscrivant dans les thèses raciales d'alors, mais aussi discours politique, car durant des siècles où la Chine avait été la principale puissance dans le monde, celle-ci ne montrant pas de visées expansionnistes ni n'entravant ou concurrençant les politiques de comptoirs et de conquêtes coloniales des puissances occidentales, elle n'avait pas été ressentie comme une menace. Initialement, le « *péril jaune* » n'inclut pas le Japon qu'Augustin de Croze considère en 1904 être un « *élève volontaire de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne et dont la civilisation égale aujourd'hui la nôtre.* »<sup>13</sup> Mais avec la victoire de l'Empire du soleil au terme de la guerre russo-japonaise sur un impérialisme appartenant au cénacle de la Conférence de Berlin, le « *péril jaune* » est devenu alors également japonais. On lit dans *Le Parisien* : « *La Russie représente pour nous non seulement la race blanche en lutte avec la race jaune, mais l'âme même de la civilisation combattant l'esprit de barbarie.* »<sup>14</sup> Concernant la Russie, il y a blanc et blanc, nous y reviendrons.

Aujourd'hui, la menace de « *péril jaune* » n'est plus évoquée avec le Japon en raison de l'intégration et de l'inféodation après la Seconde Guerre mondiale au capitalisme occidental de « *l'élève volontaire* » et, plus généralement, son caractère ouvertement raciste n'est plus évoqué. Cependant, le constat de John W. Dower que « *la vision de la menace venant de l'Est était surtout raciale mais*

---

<sup>13</sup> Augustin de Croze, *Péril jaune et Japon*, 1904.

<sup>14</sup> 3 avril 1904.

## Y A-T-IL UNE AUTRE VOIE QUE CELLE DE LA RAISON ?

*non nationale* » n'en est pas moins fondé s'agissant des opinions publiques, une vision raciale que le discours politique et idéologique manipule, fait évoluer – le besoin d'ennemis est inhérent à la politique de guerre du capitalisme – en une menace étatique que représenterait la Chine, mais aussi la Russie pour l'Occident.

### Une domination sans partage

La volonté des puissances atlantistes (États-Unis/Europe) à dominer et à être le centre décisionnel du monde, à refuser toute co-gouvernance avec une puissance hors la zone atlantique comme la Chine a deux raisons : l'une officielle, la hantise du communisme, l'autre officiellement inadmissible, le racisme (une non-appartenance à la civilisation occidentale).

Argument raciste modulable : ainsi Tchang Kai-chek qui, depuis la mort de Sun Yat-sen en 1925, a été la main des occidentaux pour s'opposer aux communistes et à l'influence de l'Union soviétique qui avait d'étroites relations avec le Kuomintang<sup>15</sup>, se voit promu au terme de la Seconde Guerre mondiale par les États-Unis et le Royaume uni, comme le « *Quatrième grand* ». Il participe aux conférences du Caire et de Potsdam et le siège pour la Chine de membre permanent au Conseil de Sécurité lui est acquis avant qu'il ne le soit à la France. La Chine de Tchang Kai-chek, comme la Russie des Tsars ou le Japon d'Hirohito, est donc compatible avec le monde capitaliste occidental pour autant qu'elle ne s'oppose pas et ne conteste pas sa domination. La défaite de Tchang Kai-chek en 1949 marque le retour de la Chine dans l'Histoire, pour autant Taïwan, où Tchang Kai-chek s'est replié, est maintenu comme le représentant de la Chine au Conseil de sécurité de l'ONU jusqu'en 1971, année où une résolution déposée par l'Albanie accorde le siège à la Chine populaire.

Vingt-cinq ans plus tard, les États-Unis amorcent la diplomatie du « *ping-pong* » de rapprochement avec la Chine, l'objectif pour Nixon est d'attiser plus encore les relations antagonistes résultant des divergences idéologiques avec l'Union soviétique et d'accentuer les divisions au sein du mouvement communiste. Stratégie réussie, mais l'imprévisible pour les stratèges états-

---

<sup>15</sup> Notamment dans le domaine militaire.

uniens fut le développement économique de la Chine, en quarante ans, sa part du PIB dans l'économie mondiale est passée de moins de 4 % à près de 25 %, et elle se place comme la deuxième puissance commerciale mondiale pour les marchandises et pour les services.

En 2005, Robert Zoellick, alors secrétaire d'État adjoint de George W. Bush avant d'être nommé président de la Banque mondiale, déclare : « *Les préoccupations américaines à l'égard de la Chine ne pourraient manquer de croître si la Chine manœuvrait pour atteindre une position prééminente en Asie de l'Est.* » Bien au-delà de l'Asie de l'Est, d'usine du monde dans la mondialisation, la Chine est devenue le moteur de l'économie mondialisée et un ralentissement de l'économie chinoise signifie celui de l'économie capitaliste. Équation au centre des politiques économiques et militaires des États-Unis, car le schéma d'une Chine qui, comme le Japon, devient une composante soumise au capitalisme occidental s'est avéré erroné.

66

Bien qu'insérée dans le système capitaliste, toute co-gouvernance avec les puissances capitalistes occidentales lui est refusée parce qu'elle se déclare communiste, mais principalement, parce que pour la première fois une puissance non occidentale, elle aussi porteuse d'une longue histoire et d'une ancienne culture, peut devenir prédominante, mettant un terme à l'hégémonie occidentale. Ainsi, la Chine est soumise à des sanctions commerciales, des mesures discriminatoires, des déclarations agressives et à des menaces militaires. On touche là au cœur des défis posés et à résoudre de l'après Kaboul, dont les réponses apportées vont décider du monde au XXI<sup>e</sup> siècle.

## La particularité de l'antagonisme avec la Russie

Les rapports diffèrent avec la Russie, mais le discours n'en est pas moins antagoniste. Là aussi, la donnée « civilisationnelle » est présente. Si la Russie des Tsars appartenait au cercle des puissances européennes dotées d'une mission civilisatrice, le moujik, le peuple russe, non, comme n'ont jamais pleinement appartenu à l'Europe les peuples des Balkans et du Caucase, considérés par les théories « raciales » comme des sous-peuples<sup>16</sup>.

---

<sup>16</sup> Rappelons la typologie raciale de Georges Vacher de Lapouge : l'*Homo europeus*, grand blond (anglo-saxon ou nordique), protestant, dominateur et créateur ; l'*Homo*

## Y A-T-IL UNE AUTRE VOIE QUE CELLE DE LA RAISON ?

La révolution bolchevik, alors même qu'elle s'inscrivait dans l'idée jacobine des Lumières, valibérer les sentiments anti-slavistes et faire passer la Russie d'un membre de la table, à un ennemi absolu. L'opération Barberousse lors de l'invasion de l'Union soviétique en est une démonstration. En 1941, on lit dans un bulletin de la Wehrmacht : « *Il s'agit d'annihiler la sous-humanité rouge incarnée par les dirigeants de Moscou* ». En cinq mois, cinq millions de Russes sont massacrés et est accomplie la première phase de la Shoah. Cette croisade a trouvé un fort soutien hors de l'Allemagne nazie, dans le cours de la guerre près de deux millions de Finlandais, Roumains, Hongrois, Slovaques, Croates, Italiens, Français, Espagnols, Belges, Néerlandais, et Scandinaves se sont engagés comme volontaires pour exterminer des « *untermenschen* »<sup>17</sup>.

Avec la Russie, à la contradiction étatique avec les puissances occidentales s'ajoute donc (comme avec la Chine) une non-appartenance à la civilisation occidentale ou comment comprendre le refus absolu d'une appartenance au monde occidental à la Russie capitaliste de Gorbatchev. Quand l'Union soviétique et le camp socialiste se sont dissous, deux politiques s'offraient aux États-Unis et à l'Europe occidentale, celle d'un passage brutal et anarchique à l'économie de marché où celle d'une phase de transition vers le mode d'organisation capitaliste. C'est la première qui fut adoptée, il s'agissait d'éradiquer la grande peur du communisme, d'en faire table rase. Ainsi, alors que le projet de Gorbatchev était de faire entrer la Russie dans la *Maison Europe*, alors qu'il adressait pour cela tous les signes, faisait tous les gestes, accordait toutes les concessions lors de ses rencontres avec Donald Reagan sur la question atomique, lors de la signature des Accords d'Helsinki, avec Helmut Kohl sur la réunification de l'Allemagne, avec James Baker en recevant l'assurance que l'OTAN ne s'étendra pas vers l'Est et encore avec George Bush père en signant l'Accord Start de réduction des armes stratégiques, la tare du communisme excluait la Russie de toute

67

---

*alpinus*, représenté par l'Auvergnat et le Turc, « parfait esclave craignant le progrès » ; l'*Homo contractus*, ou méditerranéen, enfin, incarné par le Napolitain et l'Andalou, appartenant aux races inférieures. Il n'est pas place pour les Slaves, sous-hommes et barbares. Référence : Alain Policar, *Sciences et démocratie : Célestin Bougié et la métaphysique de l'hérédité*, 1999.

<sup>17</sup> Référence, Wolfram Wette, « Der Hackenkreuzzug », *Die Zeit*, 10 juin 2021. Traduction, *Le Courrier international*, 24 juin 2021.

appartenance au monde occidental. L'ambition de Gorbatchev que la Russie puisse être une grande puissance dans le « nouvel ordre mondial international » était irrecevable, elle devait payer pour le péché soviétique. Crises et arrivisme intérieurs, Gorbatchev fut éliminé par le « *coup d'État* » de Eltsine, pitre et potiche, perpétré avec l'accord de Washington<sup>18</sup> ; comme la Chine jaune l'avait été, la Russie slave devait être humiliée, l'après-Eltsine se fonde sur cette humiliation de la Russie et sur les engagements non tenus par les puissances occidentales<sup>19</sup>.

## Logique de guerre

68

L'échec du Nouvel Ordre Mondial proclamé par Bush père en 1990 et des guerres asymétriques menées après la chute du Mur, amène au constat que si les États-Unis, l'Occident ont gagné la Guerre froide, ils ont perdu l'après-guerre froide. Leur position hégémonique n'est plus et la géopolitique du monde, les rapports de force entre les principales puissances, les nouveaux acteurs étatiques, centres de pouvoirs et instruments de suprématie, sont bouleversés.

Il est partout des tenants de la confrontation, des officines médiatiques et leurs clerks de service répandent des discours de tension pour justifier des politiques engageant peuples et pays dans ce qui est une résistible militarisation des sociétés et du monde. Quand Joe Biden affirme « être prêt à diriger le monde », en appelant à combattre, dans « *l'alliance des démocraties* » et le « *partenariat atlantique* » que constitue l'OTAN, dit de Xi Jinping qu'il « *n'a pas d'os démocratique dans son corps* »<sup>20</sup> et évoque Vladimir Poutine comme un « *tueur qui en paiera le prix* », ou que le général Mark Milley, Chef d'état-major de l'armée des États-Unis déclare à

<sup>18</sup> « Le président russe Boris Eltsine, a consulté le gouvernement des États-Unis avant de donner l'ordre de l'assaut du parlement... Bill Clinton a considéré que l'assaut par la force de la « maison blanche » de Moscou était « inévitable pour garantir l'ordre ». », *El Pais*, 5 octobre 1993, cité par *Manières de voir* n° 151, 2017.

<sup>19</sup> En 2008, 52 % des Russes considéraient la Russie comme un pays européen, ils sont 29 % en 2021.

<sup>20</sup> En langage plus diplomatique on lit dans le *Guide stratégique provisoire sur la sécurité nationale 2021* de l'administration Biden : la Chine est « le seul concurrent capable de combiner puissance économique, diplomatique, militaire et technologique pour défier un système durablement un système international stable et ouvert. »

## Y A-T-IL UNE AUTRE VOIE QUE CELLE DE LA RAISON ?

l'adresse de la Chine et de la Russie « *nous vous détruirons* », il s'agit là d'un vocabulaire de guerre et de désignation, pour les opinions publiques, de l'ennemi, conditionnant celles-ci au risque d'un conflit majeur de haute intensité entre grandes puissances, conflit dont on ne peut imaginer, même au-dessous du niveau nucléaire, les conséquences humaines et écologiques au vu des moyens militaires existants pouvant être utilisés.

Qui peut croire que les adversaires désignés vont courber l'échine ? S'il y a défi chinois et russe, ni la Chine (hors la réintégration de Taïwan), ni la Russie n'ont de visées d'expansion territoriales, l'un et l'autre ont la lucidité de savoir combien ce serait déraisonnable. Les rivalités et divergences portent sur le terrain géopolitique, économique, et du soft Power, ce qui est théorisé par la Chine dans *La Guerre hors limites*<sup>21</sup> : « *Le champ de bataille de la guerre n'est pas le même que par le passé puisqu'il comprend tous les espaces naturels, l'espace social et l'espace en pleine croissance de la technologie, tel l'espace nanométrique... Désormais, ces différents espaces s'interpénètrent.* » Théorie qui fonde la stratégie des « Trois guerres » de la Chine dans sa rivalité avec les États-Unis : guerre de l'opinion publique, guerre psychologique et guerre du droit. En langage de stratège, une guerre non moins absolue, mais de basse intensité.

69

Les plans offensifs d'interventions militaires sont états-uniens et otaniens, une politique d'endiguement de la Russie et de la Chine partant de l'océan Arctique, la mer Baltique, la mer Noire et l'océan Indien jusqu'à la mer du Sud et la mer de Chine orientale est mise en place, qui peut imaginer que les adversaires désignés, la Chine et la Russie restent « l'arme au pied » et ne se préparent pas stratégiquement et en armement. Stratégiquement, elles opposent le concept A2/AD qui découle directement de l'analyse des guerres asymétriques menées par les puissances occidentales depuis les années 1990, un concept qui a pour objectif de répondre aux capacités interventionnistes des États-Unis et des puissances atlantistes<sup>22</sup>. Il repose sur un dispositif de défense aérienne, maritime, terrestre et spatial qui a suscité ce commentaire

<sup>21</sup> Qiao Lang, Wang Xiangsui, *La Guerre hors limites*, Payot Rivages, 2003.

<sup>22</sup> *Anti-access* (A2), interdiction de zone ; *Access-denial* (AD), déni d'accès.

sur le site *Missile Defense Advocacy Alliance* (MDAA) : « l'utilisation de l'A2/AD par la Russie et la Chine s'oppose directement aux intérêts locaux et régionaux des États-Unis et de leurs alliés, ce qui nous rend vulnérables lorsque nous opérons dans ces régions en conflit ». C'est le raisonnement dans lequel s'inscrit la loi de programmation militaire de la France 2019-2025 publiée au *Journal officiel* : « Les systèmes de déni d'accès et d'interdiction de zone (notamment défense sol-air) ou de capacités de frappe à distance (missiles balistiques ou de croisière) représentent notamment un obstacle nouveau à la liberté d'action de nos forces, contestant leur aptitude à entrer en premier ou à mettre en œuvre leurs capacités de projection. » Les termes utilisés de « puissances expéditionnaires », d'entrave à « l'aptitude à entrer le premier » et à la « capacité de projection », définissent sans ambiguïté une stratégie offensive et interventionniste des armées de l'OTAN.

70

Liée aux États-Unis, lien historique qui lui impose et lui dicte sa politique, l'Europe est engagée dans cette logique de guerre et elle ne peut rester extérieure à un éventuel conflit. L'Eurasie est au centre des tensions, l'Europe en est la presque île, géographiquement elle se situe donc en première ligne. Elle l'est aussi idéologiquement, comme porteuse des « valeurs occidentales » et politiquement en appartenant à « l'alliance des démocraties » sous le chapeau des États-Unis, elle l'est militairement en étant intégrée à l'OTAN. Ce qui oblige à constater : si les puissances européennes, sur un long temps de l'Histoire, portèrent la guerre impérialiste et coloniale sur tous les continents et furent militairement dominantes et victorieuses, dans le rapport de forces géopolitiques bouleversé de ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, elles ne sont plus dominantes et des experts tirent l'alarme sur le fait qu'elles « sont en passe d'être déclassées militairement »<sup>23</sup>. Concernant plus précisément la France, en cas de conflagration, celle-ci ayant la première armée européenne et après les États-Unis, celle la plus engagée dans des opérations extérieures, son implication n'est que plus grande<sup>24</sup>.

<sup>23</sup> Nils Andersson, « La politique de défense de la France, logique de guerre ou logique de paix ? », *Acta Zone*, 21 avril 2021.

<sup>24</sup> Ce qui oblige à savoir que selon des déclarations d'experts, l'armée française a des déficits capacitaires s'agissant des armes hypersoniques, du renseignement satellitaire, du transport stratégique, des armes hypervéloces et de la défense anti-missile, ce à quoi s'ajoutent l'usure et le vieillissement de nombreux armements terrestres, maritimes et aériens.

## Y A-T-IL UNE AUTRE VOIE QUE CELLE DE LA RAISON ?

Ce dont, pour l'Europe et pour la France, l'establishment est conscient comme le montre Thierry de Montbrial, président de l'IFRI, le principal et quasi officieux think tank français d'analyse des questions internationales : « *Pour l'Union européenne... Elle devra résister aux tentatives américaines de transformer l'Alliance atlantique en Sainte-Alliance des démocraties plus ou moins libérales contre le collectif des États autoritaires ou autocratiques. Elle devra accroître sa marge de manœuvre vis-à-vis des États-Unis, évidemment sans tomber dans la dépendance de la Chine... Les Européens peuvent et doivent agir vigoureusement pour pousser Américains, Russes et maintenant Chinois (à instaurer des mesures de confiance), ce qui suppose du côté européen de la retenue sur le plan idéologique.* »<sup>25</sup> Il revient aux peuples européens de ne pas se laisser entraîner dans ce diabolique engrenage, mais de faire prévaloir celui de la recherche de voies d'acceptabilité réciproque entre puissances impérialistes. C'est là une question posée à tous les peuples du monde.

La voie de la raison est de s'opposer au projet OTAN 2030 qui définit sa zone d'intervention : l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient et qui s'inscrit dans une logique de conflit avec la Russie et la Chine. Ainsi, pour faire face « *aux menaces du futur* », l'armée britannique lance un plan de modernisation de sa capacité navale et des nouvelles technologies (drones à essaim, robotisation, intelligence artificielle). En France, l'armée de l'air devient l'armée de l'air et de l'espace (satellites, missiles antimissiles), l'espace étant devenu le champ opérationnel d'une *blitzkrieg* pour paralyser la capacité militaire de l'adversaire ; le budget militaire qui était de 32,7 milliards d'euros en 2017 passe à 41 milliards en 2022 avec une augmentation programmée en 2023 de 3 milliards d'euros. L'Italie investit 2 milliards d'euros comme participation au système de combat aérien futur<sup>26</sup> et l'Espagne augmente en 2022 son budget de la défense de 7,9 % consacrant plus de 2,3 milliards d'euros à l'achat d'armes sophistiquées. L'Allemagne a en 2022 un budget de la défense de plus de 49 milliards d'euros, plus important que celui de la France, mais il ne représente que 1,6 % de son PIB et, comme l'a déclaré en janvier 2021, Anders Fogh Rasmussen, ancien secrétaire

71

---

<sup>25</sup> Thierry de Montbrial, « Rivalités de puissances, idéologie et multilatéralisme », *Revue de la Défense Nationale*, n° 838, 2021.

<sup>26</sup> Programme Tempest.

général de l'OTAN, concernant l'exigence faite aux européens des 2 % du PIB pour la défense : « *Les Européens ne doivent pas s'attendre à s'en tirer parce que Joe Biden a pris la présidence.* »

L'augmentation des budgets militaires représente une face de la militarisation dans une logique de guerre, celle des moyens et des armements, l'autre face est la nouvelle vision stratégique qui découle de la vision politique états-unienne et atlantiste de tension et de désinformation pour s'opposer à toute co-gouvernance avec la Chine et à un rapprochement avec la Russie. Nouvelle vision stratégique ainsi définie par le général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées : « *Avant, les conflits s'inscrivaient dans un schéma « paix/crise/guerre ». Désormais, c'est plutôt un triptyque « compétition/contestation/affrontement ».* » Et de préciser : « *Il n'y a plus de phases de paix, mais des phases de compétition.* »<sup>27</sup> Même langage dans l'Union européenne quand le 16 novembre 2021, Josep Borrell, vice-président de la Commission européenne en charge de questions de sécurité, déclare : « *L'ancienne distinction entre guerre et paix n'est plus valide de nos jours. Ce n'est plus blanc ou noir, il y a toute une gamme de nuances de gris qui recouvrent des situations de rivalité, de coercition, d'intimidation auxquelles il faut répondre.* » Rivalité, coercition, intimidation, la terminologie économique du capitalisme néo-libéral devient celle des militaires ; il n'y a plus de phase de paix, c'est la guerre permanente.

72

## **Un dialogue (im) possible ?**

Inscrire les contradictions et tensions actuelles dans la mer de Chine, sur la frontière russe, au Moyen-Orient et dans l'Afrique subsaharienne dans une phase à minima de compétition, c'est idéologiser les conflits et ne pas accorder de place dans les relations internationales au multilatéralisme, à la négociation et au compromis, à la prévention des crises (prévention qualifiée de sans avenir par les cyniques, car elle ne rapporte rien). Cette vision, n'accorde aucune voix à l'opposition des peuples à la guerre dont ils sont les principales victimes.

---

<sup>27</sup> Vision stratégique adoptée par le gouvernement et présentée à la presse le 4 octobre 2021.

## Y A-T-IL UNE AUTRE VOIE QUE CELLE DE LA RAISON ?

Pour éviter une guerre de haute intensité, le général Burkhard avance la thèse de « *gagner la guerre avant la guerre* » en menant des opérations au-dessous du seuil de conflit dans des guerres « *hybrides* », à l'exemple des conflits ukrainien et géorgien, syrien, israélo-palestinien ou opposant l'Iran et les États-Unis. Ces conflits font recours, je cite, à « *des forces spéciales et des forces conventionnelles, des agents de renseignement et de provocateurs politiques, des médias et des acteurs économiques, des cyberactivistes et des criminels, des paramilitaires et des terroristes.* »<sup>28</sup> Ce sont là, démultipliés, les moyens, manipulations et instrumentalisation, qui ont servi à légitimer les guerres post-guerre froide, l'espace est étroit dans le conditionnement des citoyens entre « *guerres hybrides* » et celle de haute intensité.

La crise sanitaire a augmenté les tensions et amplifié les conflits : rivalités commerciales, déclassé scientifique et technologique, manipulations médiatiques, déferlement du complotisme dans les réseaux sociaux, multiplication des manœuvres militaires provocatrices, déclarations agressives et insultantes. Chaque partie désigne l'ennemi et formate les opinions publiques en opposant ses valeurs et ses modèles, sans vouloir entendre l'autre, suscitant des sentiments d'assiégés. C'est le mode d'aliénation par lequel toutes les guerres impérialistes, coloniales, interétatiques, civiles, se préparent.

Mais de quelle guerre parle-t-on ? Entendons le général Mark Milley, Chef d'état-major de l'armée des États-Unis. Le 4 octobre 2016, il déclarait : « *À ce stade, nous pouvons développer quelques points que nous avons appris au cours de l'étude que nous avons menée intensément cette année sur la guerre future de haute intensité entre des États-nations de grande puissance. Et le premier est, sans surprise, qu'elle sera hautement mortelle, très hautement mortelle, contrairement à tout ce que notre armée a connu au moins depuis la Seconde Guerre mondiale... Donc, en résumé, les 25 prochaines années ne vont pas être comme les 10 dernières, ni même comme les 25 dernières. Les défis qui s'accumulent et auxquels nous sommes confrontés, tout comme le caractère de la guerre en pleine mutation, ne ressemblent à rien que nos forces actuelles aient jamais connu en intensité et mortalité.* » En écho,

---

<sup>28</sup> Site de l'ANORAA, Association nationale des officiers de réserve de l'armée de l'air.

on peut lire dans *Les Échos* : « Notre pays, comme d'autres États, se prépare à un durcissement des conflits mondiaux. Le vieux rêve de paix perpétuelle qui était né dans les années 1990 s'estompe. Si la guerre s'invite à nouveau dans l'agenda géopolitique, il est temps de clarifier le rôle des citoyens : qui veut mourir pour la France ? »<sup>29</sup>

La pire des réactions face à ces réalités dans un monde en crise, de confusion des idées et des valeurs, est celle de la forteresse, celle de la peur de l'autre, de la cabale, du complotisme, libérant l'adversité et la haine. Il n'y a pas de monde sans contradictions, d'États sans contradictions, de sociétés sans contradictions, de rapports humains sans contradictions, les contradictions ne sont pas la fin de l'Histoire, elles en sont le moteur ; elles se résolvent pacifiquement ou par la guerre (guerre impérialiste/guerre de libération nationale, révolution/contre-révolution...). Si la contradiction majeure aujourd'hui qui voit la suprématie du monde occidental contestée par des puissances émergentes asiatiques devait se résoudre par la guerre, les peuples en seraient la principale victime, pour eux, doit prévaloir et être imposée entre puissances la voie du dialogue.

74

Si, dans l'après-Kaboul ou l'après-covid-19, le monde occidental tombe dans les sortilèges du spectre huntingtonien du « choc des civilisations », s'il ne veut pas entendre que domination et hégémonie ne sont pas immuables, s'il ne veut comprendre, que cela prenne le nom de diplomatie et négociations ou de non-confrontation et de respect mutuel, qu'il y a une obligation impérative de coexister et cela, malgré des divergences, alors avec les moyens militaires existants et les capacités démultipliées de tuer et de détruire, dont disposent les armées du XXI<sup>e</sup> siècle, au-delà des souffrances et des ruines, le quitte ou double multiplierait la menace d'un basculement écologique.

La bipolarité de la guerre froide appartient à l'Histoire. L'unipolarité qui lui a succédé n'existe plus. On est dans un processus de multipolarité : « L'explication la plus simple et la plus populaire de la "multipolarité" est que différents pays et régions, représentant des intérêts différents, des races différentes et ayant des

## Y A-T-IL UNE AUTRE VOIE QUE CELLE DE LA RAISON ?

*besoins différents, devraient, dans la mesure du possible, participer à la solution des problèmes mondiaux.* »<sup>30</sup> Qui, du multilatéralisme ou des contradictions impérialistes, des intérêts des peuples ou de ceux du capitalisme l'emportera est la question de l'après Kaboul et plus encore de l'après Covid-19 ? Cela demande une prise de conscience, il n'y a pas de bon impérialisme, mais si les peuples ne peuvent imposer le refus de l'engrenage de 14-18 et de 39-45 et que les contradictions interimpérialistes se résolvent demain par la guerre, les conséquences humaines et écologiques sont difficilement imaginables. L'Histoire n'est pas écrite, elle n'est pas inéluctable, des événements peuvent modifier ou inverser les logiques qui ont cours, faire prévaloir un autre multilatéralisme que celui défunt de l'après Seconde Guerre mondiale, créer un équilibre entre les puissances permettant une répartition plus équitable et durable des biens, des connaissances et des droits de chacun, imposer la négociation sur le recours à la violence armée, c'est là pour les pouvoirs et les militaires un choix stratégique, c'est pour les peuples le seul chemin pour leur éviter les horreurs de la guerre.

75

Décembre 2021

### **Post-scriptum**

Ce texte a été écrit avant l'agression, tout à la fois annoncée et imprévisible, de l'Ukraine par la Russie. Annoncée jusqu'à l'heure près par le président des États-Unis et le Secrétaire général de l'OTAN, imprévisible, car le principe stratégique le plus élémentaire pour gagner une guerre est l'effet de surprise, l'intervention en Ukraine était plus qu'éventée. Sur le cours des événements récents, je renvoie sur le site de *Médiapart* au commentaire : *Il n'y a pas de bons impérialistes, il y a des impérialistes.*

< [https://www.mediapart.fr/search?search\\_word=Blog + Nils + Andersson](https://www.mediapart.fr/search?search_word=Blog + Nils + Andersson)>.

L'agression de la Russie contre l'Ukraine est sans réserve à condamner. Elle marque une accélération dans la confrontation

---

<sup>30</sup> Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI), interview dans *Russia Global Affairs*, n° 6, 2021.

planétaire qui oppose le monde occidental, les puissances atlantistes et leur bras armé, l'OTAN, aux continents émergents, principalement à la Chine et signifie une brutale intensification des contradictions interimpérialistes. La dangerosité du monde post-Kaboul n'en est que plus réelle et les événements actuels sont la brutale confirmation que les peuples sont les premières victimes des guerres et que l'Europe est au centre des tensions, que ses gouvernements participent à l'engrenage de militarisation et de surarmement qui conduisent au risque d'un conflit majeur dont le continent serait un des épicentres.

D'où, voie de la raison, l'impératif de s'opposer à tous les impérialismes qui portent en eux la guerre comme la nuée porte l'orage et de se désaliéner des sentiments de supériorité racistes qui imprègnent nos sociétés et nourrissent haines et conflits entre les peuples.

76

**Résumé:**

Les antagonismes entre puissances capitalistes sont inéluctables au stade actuel comme dans les périodes antérieures et leur intensité ne peut que s'amplifier dans un capitalisme concurrentiel mondialisé. Les déchirures de l'Histoire, ethniques, religieuses couvent sous la cendre et sont prêtes à se réactiver chez de nombreux peuples. Le besoin d'ennemis est inhérent à la politique de guerre du capitalisme. L'Union européenne devra résister aux tentatives américaines de transformer l'Alliance atlantique en Sainte-Alliance des démocraties plus ou moins libérales contre le collectif des États autoritaires ou autocratiques. Elle devra accroître sa marge de manœuvre vis-à-vis des États-Unis. Qui, du multilatéralisme ou des contradictions impérialistes, des intérêts des peuples ou de ceux du capitalisme l'emportera est la question de l'après Kaboul et plus encore de l'après Covid-19?